



Les Organisations de la Société Civile africaine appellent l'Union africaine à se montrer à la hauteur de l'urgence de la crise climatique en Afrique

Pour diffusion immédiate

Addis-Abeba, le 18 février 2023 : Alors que le 36^e Sommet des chefs d'État et de Gouvernements de l'UA démarre aujourd'hui le 18 jusqu'au 19 février 2023 à Addis-Abeba, en Éthiopie, les organisations de la société civile africaine regroupées dans l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) lancent un appel à l'Union Africaine à se montrer à la hauteur de l'urgence de la crise climatique en Afrique.

Le Dr Mithika Mwenda, Directeur Exécutif de l'Alliance Panafricaine pour la Justice climatique (PACJA), a déclaré que les voix des communautés doivent être entendues et que le sommet doit en tenir compte dans ses discussions pendant le sommet.

« PACJA a joué un rôle important dans le renforcement des voix africaines dans les dialogues mondiaux sur le changement climatique et a rallié l'action climatique aux niveaux local et national. Nous continuerons à donner la priorité aux voix des Africains et à garantir la justice pour tous », a déclaré le Dr Mithika Mwenda.

Les OSC ont appelé les chefs d'État et des gouvernements africains par l'intermédiaire de la Commission de l'Union Africaine (CUA) à envoyer un message fort à leurs homologues du Nord qu'ils ne peuvent pas utiliser le contexte géopolitique actuel comme prétexte pour retarder une action climatique indispensable et proposer de fausses solutions.

« Nous recommandons la convocation d'un Sommet des peuples africains sur l'action climatique à l'initiative de l'UA, du Groupe africain des négociateurs, de la société civile et d'autres acteurs non gouvernementaux pour réévaluer l'utilité du processus de la CCNUCC pour l'Afrique après deux décennies. Les objectifs d'un tel sommet devraient inclure l'élaboration de stratégies locales pour lutter contre les impacts du changement climatique, l'annonce d'actions visant à obliger les grands pollueurs à assumer la responsabilité de leurs émissions et des effets de leur pollution sur les communautés africaines, et l'adoption d'un plan directeur régional pour accélérer une transition juste de le développement, l'industrialisation et la transformation économique globale du continent », a déclaré le Dr Mithika

Sarah Ngoy, coordinatrice du Forum sur le changement climatique en Tanzanie, a déclaré que, alors que les dirigeants africains se réunissent au siège de l'UA, il leur est amplement

temps de discuter et de prendre des décisions qui apportent de l'espoir aux communautés africaines confrontées à des calamités climatiques sans précédent.

« Nous devons renforcer l'action collective au sein des pays africains, les dirigeants doivent prendre des décisions qui répondent aux besoins des communautés en première ligne de la crise climatique », Sarah Ngoy.

Yared Deme de l'Institut des ressources mondiales, a appelé les dirigeants africains à soutenir la recherche et le Groupe africain de négociateurs (AGN) pour être en mesure de plaider en faveur du développement des apports africains dans le mécanisme nouvellement créé pour le financement des pertes et dommages et de fournir un soutien technique aux représentants de l'AGN dans le processus d'établissement du fonds.

« Nous réitérons l'importance d'augmenter le nombre de fonds/investissements qui sont acheminés vers la recherche sur le changement climatique et l'action climatique pour l'Afrique, en particulier pour garantir qu'il existe des preuves étayées qui stimulent les négociations pour l'Afrique », a déclaré Yared.

Notant les implications des événements récents, le Dr Augustine Njamnshi a exhorté l'UA, les Nations Unies et d'autres organes à se joindre à la société civile africaine pour rejeter la nomination du sultan al-Jaber, chef du géant pétrolier Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), en tant que président désigné de la COP28.

« Nous Réitérons que la résolution de la crise climatique nécessite des coupes sombres dans la production et l'utilisation des combustibles fossiles. Cette ligne de conduite est en totale contradiction avec les intérêts commerciaux d'al-Jaber. Il est difficile de voir al-Jaber mener des négociations objectives et soutenues par la science dans l'intérêt des plus vulnérables » a déclaré Augustine.

À propos de PACJA

L'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA) est un consortium de plus de 1000 organisations de 51 pays africains qui rassemble une diversité de membres issus de la base, des organisations communautaires, des organisations confessionnelles, des organisations non gouvernementales, des fiducies, des fondations, des communautés autochtones, Groupes d'agriculteurs et d'éleveurs ayant une vision commune pour faire progresser une approche centrée sur les personnes, fondée sur les droits, juste et inclusive pour relever les défis climatiques et environnementaux auxquels l'humanité et la planète sont confrontées.

www.pacja.org

Pour plus d'interviews, contactez M. Fidele Niyigaba, responsable de la communication et de la gestion des connaissances, PACJA, Tel: +254743236888/ +250788616669 (WhatsApp), email : fidele.niyigaba@pacja.org